

6 Suisse

Le lobby antispéciste en appelle au Conseil fédéral

ÉLEVAGE Face à l'épidémie de coronavirus, une coalition animaliste réunissant politiques et militants demande aux autorités de réduire la production de viande en Suisse

SYLVIA REVELLO
@sylviarevello

L'épidémie de coronavirus est propice aux revendications. Ce jeudi, c'est une coalition réunissant politiques et militants de la cause animale qui a adressé son catalogue de doléances au Conseil fédéral. Compte tenu du «lien indéniable entre les nombreuses zoonoses et épizooties meurtrières et l'exploitation animale», les antispécistes demandent aux autorités d'orienter les politiques publiques vers une «baisse conséquente de la production et de l'importation» de viande en Suisse.

Face à l'épidémie de coronavirus, le lobby animaliste demande au Conseil fédéral de repenser notre modèle alimentaire. «Les virus transmis par les animaux en raison de l'activité humaine s'intensifient», affirme Catherine Santoru, fondatrice et coprésidente de la Coalition animaliste. Face au risque sanitaire pour la population, le gouvernement ne peut pas ignorer les causes principales. Au-delà de la déforestation, de la disparition de la biodiversité, c'est bien la maltraitance, la consommation, l'élevage et le commerce d'animaux qui jouent un rôle clé.

Sensibilisation à l'éthique animale dans les écoles, campagne nationale pour une alimentation végétale, aide à la reconversion pour les éleveurs ou encore renforcement de l'économie locale: la lettre ouverte s'accompagne d'un vaste catalogue de mesures. Parmi les 17 signataires, on trouve l'association Stop Gavage Suisse, l'Alliance Animale Suisse, mais aussi des élus verts et Vert'libéraux.

Amorcer un virage

Conseiller municipal en ville de Genève, Dominique Tinguely est l'un des membres fondateurs de la coalition animaliste. Si l'idéologie antispéciste n'est pas partagée par l'ensemble du parti, l'élue la considère comme un combat parallèle à la préservation de l'environnement. «La crise actuelle est révélatrice des dégâts engendrés par l'exploitation animale, déplore-t-elle. Il est temps de remettre en question notre consommation de viande pour

des raisons à la fois sanitaires et environnementales.»

Une avalanche de revendications, dont certaines impliqueraient de réduire aujourd'hui, voire de renoncer un jour, à la pratique de l'élevage en Suisse, prioritairement de l'élevage intensif. N'est-ce pas irréaliste? «Il est évident que le changement ne viendra pas du jour au lendemain, reconnaît Catherine Santoru. Il s'agit d'amorcer un virage dans la bonne direction. Il y a une cohérence dans les mesures qu'on propose; comment penser une autre alimentation sans sensibiliser la jeune génération dans les écoles?»

Outre les actions nationales, la lettre demande également au Conseil fédéral d'intervenir auprès d'autres États. «L'exploitation animale est un problème global, la Suisse ne pourra bien sûr pas agir seule, en revanche elle peut montrer l'exemple en demandant officiellement l'interdiction des marchés d'animaux sauvages et de l'élevage intensif», estime Catherine Santoru. Pour la coalition, le premier pas reste néanmoins la «reconnaissance publique» du lien entre zoonoses et exploitation animale.

Exigences sanitaires

De son côté, l'interprofession suisse de la filière viande déplore que les «antispécistes profitent de la crise actuelle» pour faire valoir leurs revendications. «Selon les connaissances scientifiques actuelles, le Covid-19 n'a rien à voir avec l'élevage d'animaux de ferme, et certainement pas avec l'élevage de bétail en Suisse», tance la porte-parole de Proviande, Regula Kennel, qui refuse que la production indigène soit associée aux termes «d'abattage massif d'animaux, d'exploitation et de maltraitance».

Elle reconnaît néanmoins que la lutte contre les maladies d'origine animale doit se faire de manière préventive, notamment en garantissant des conditions sanitaires irréprochables dans les élevages. «Ce standard, dans l'intérêt de tous les détenteurs d'animaux ainsi que des autorités, est déjà promu et exigé à tous les niveaux en Suisse, poursuit Regula Kennel. En termes de santé animale et de statut des maladies animales, la Suisse occupe une excellente position sur le plan mondial. Cela dit, les agents pathogènes ne s'arrêtent pas aux frontières, que nous importions de la viande ou non.» ■

PUBLICITÉ

«L'on peut se développer à tout âge.»



Bettina Kurth
Responsable Human Resources Suisse
à propos d'une vie plus longue en toute liberté de choix

SwissLife

SUR LE WEB

Un bol d'air pour la presse?
La Commission des télécommunications du Conseil des États a décidé d'une aide d'urgence en faveur des médias. Retrouvez l'article de Michel Guillaume sur Letemps.ch

MAIS ENCORE

L'aéroport de Lugano-Agno en liquidation

La pandémie de Covid-19 sonne le glas de l'aéroport de Lugano-Agno sous sa forme actuelle. La structure sera mise en liquidation ordinaire, dans l'attente d'une nouvelle solution avec des investisseurs privés. Septante-deux personnes perdent leur emploi. Le coronavirus a provoqué un «effondrement total, avec moins d'un vol par jour. Cela a coupé les ailes de l'aéroport», s'est désolé l'ancien conseiller aux États tessinois Filippo Lombardi. ATS



Au début de la pandémie, les professionnels ont souvent dû rassurer les personnes fragilisées qui craignaient de contracter le Covid-19 à leur contact, rapporte Gabriele Balestra, vice-président de l'association faitière Aide et soins à domicile Suisse. (SALVATORE DI NOLFI/KEYSTONE)

Les soins à domicile, premier rempart contre la pandémie

CORONAVIRUS En permettant notamment de soulager les hôpitaux et en maintenant le lien avec les personnes vulnérables isolées, le système de soins à domicile a été l'un des maillons forts dans la maîtrise du coronavirus. Un rôle qui va se renforcer dans la sortie de la crise

YAN PAUCHARD
@YanPauchard

Ce ne sont pas les plus visibles, ni les plus médiatisés. Pourtant, face au coronavirus, les 40000 soignants et accompagnants œuvrant en Suisse dans les organisations de soins à domicile ont certainement empêché une crise plus grave. «J'en suis intuitivement convaincu, relève Tristan Gratier, président de l'Association vaudoise d'aide et de soins à domicile (Avasad). Même s'il faut rester humble et qu'il est encore tôt pour dresser des bilans, il est certain que nous avons permis une prise en charge en amont des malades, et des hospitalisations au bon moment.»

Les activités de soins à domicile ont surtout participé à soulager un système hospitalier mis sous pression, «un apport déterminant» aux yeux du conseiller d'Etat neuchâtelois Laurent Kurth, chargé du Département de la santé. Dans son canton, c'est en effet le Nomad (pour «Neuchâtel organise le maintien à domicile») qui a géré les sept – aujourd'hui cinq – centres de tri procédant aux tests de dépistage des personnes présentant des symptômes. Autre exemple en Suisse romande: l'Institution publique genevoise de maintien à domicile (Imad) a pris en charge 146 patients atteints du Covid-19, chez eux, dont aujourd'hui 68 sont guéris.

Plan de crise déjà prêt

A l'étranger, les effets semblent similaires. Dans un récent article du *Monde*, le journaliste et écrivain italien Roberto Saviano écrivait que l'une des raisons qui expliquaient que la Vénétie (moins de 1000 décès) s'en soit mieux sortie que sa voisine, la Lombardie et ses 10000 morts, réside dans le fait que la région avait réussi à limiter les hospitalisations en privilégiant les soins à domicile.

En Suisse, un élément explique, selon Tristan Gratier, que les organisations œuvrant dans le maintien à domicile ont été rapidement efficaces: «Les malades que ce virus touche le plus violemment sont les personnes âgées. Celles-ci étaient souvent déjà dans le radar de nos services. Le contact était fait.»

Du côté de Genève, Marie Da Roxa, directrice générale d'Imad, fait le même constat. «Dans notre canton, une personne sur deux âgée de plus de 90 ans et une personne sur trois âgée de plus de 80 ans sont suivies par Imad», précise-t-elle, ajoutant qu'un plan de continuité en cas de crise sanitaire ou climatique avait été établi avant cette pandémie. «Nous avons entre autres adapté le plan caniculaire que nous avions élaboré avec les communes, relève la responsable. Nous étions prêts, ce qui nous a permis d'affronter la crise avec une certaine sérénité.»

Des bénévoles à la rescousse

Si certains cantons ont appliqué des plans préexistants, d'autres ont innové lors de cette crise. Notamment Vaud qui, sous la direction de l'Avasad, a créé la Centrale des solidarités. Pouvant s'appuyer sur un imposant réseau de 800 bénévoles, la structure regroupe l'ensemble des acteurs du monde médico-social: Croix-Rouge, Pro Infirmis, Pro Senectute, Bénévolat-Vaud, Caritas et Pro-XY (fondation suisse des proches aidants).

«Les EMS se sont révélés des foyers à risque. Garder les gens chez eux, avec des soins appropriés, permet de ne pas les exposer»

LAURENT KURTH, CONSEILLER D'ÉTAT NEUCHÂTELOIS, DÉPARTEMENT DE LA SANTÉ

Pour le Fribourgeois Carl-Alex Ridore, préfet de la Sarine et membre de l'Organe cantonal de conduite, c'est l'ensemble de ce réseau de terrain qui a contribué à maîtriser la crise: «Il y a bien évidemment les soins à domicile et les différentes associations, mais aussi les communes, qui ont assuré le contact avec leur population vulnérable, ainsi que les nombreuses actions de solidarité villageoise qui se sont mises en place, à l'image de la mobilisation des sociétés de jeunesse.»

Mais tout n'a cependant pas été simple. «Au début de la pandémie, il y a eu beaucoup d'inquiétudes», témoigne

Gabriele Balestra, vice-président de l'association faitière Aide et soins à domicile Suisse. «De nombreux bénéficiaires ont commencé par refuser nos services, de peur que nos collaborateurs leur transmettent le virus. C'étaient des craintes légitimes, il ne fallait pas que nous devenions nous-même le vecteur, poursuit le Tessinois. Mais nos protocoles sont stricts. Ainsi, dans mon canton, pourtant le plus touché, moins de 5% de nos employés sont tombés malades.» Pour lui, il était indispensable de maintenir le lien: «Beaucoup de personnes âgées vivent seules. L'infirmière à domicile est parfois l'unique autre personne qui rentre dans la maison. Cette visite est primordiale.»

A travers cette crise du coronavirus, Gabriele Balestra espère que les politiciens auront mieux compris le rôle des soins à domicile «En vingt ans, nous nous sommes développés. Il ne s'agit plus d'un simple soutien à la maison. Nous sommes aujourd'hui capables, pour les plus grandes organisations, de gérer une hospitalisation à domicile, y compris dans les soins palliatifs. Ces traitements en ambulatoire seront essentiels à l'avenir.»

Le conseiller d'Etat Laurent Kurth en est persuadé. Pour lui, la politique volontariste menée depuis des années pour le maintien des personnes âgées à domicile a démontré ses bénéfices lors de cette crise: «Face à une telle épidémie, les EMS se sont révélés des foyers à risque. Garder les gens chez eux, avec des soins appropriés, permet de ne pas les exposer.»

Suivi au sortir de la crise

Reste que les soins à domicile vont demeurer centraux dans la période de sortie de crise, notamment au travers du suivi des personnes qui ont survécu au Covid-19. Dans ce but, à Genève, Imad a lancé lundi un programme de prise en charge domiciliaire à la sortie de HUG appelé Covimad. «Même guéris, les malades auront des séquelles, comme de l'asthénie [affaiblissement de l'organisme] ou des problèmes de dénutrition», explique Marie Da Roxa.

Mais le coronavirus n'est pas la seule inquiétude des professionnels. «Durant l'épidémie, les gens ont beaucoup moins consulté les médecins, note Tristan Gratier, ce qui laisse craindre une future explosion d'autres maladies, ainsi que des pathologies liées au confinement comme des décompensations. Nous devons jouer à plein notre rôle de veille sanitaire.» ■